

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Pas-de-fermetures-de-reacteurs-avant-2029-EDF>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Pas de fermetures de réacteurs avant 2029 ? EDF prend ses rêves pour des réalités**

31 janvier 2018

Pas de fermetures de réacteurs avant 2029 ? EDF prend ses rêves pour des réalités

Le 30 janvier, Philippe Sasseigne, directeur du parc nucléaire chez EDF, a annoncé le son intention de ne pas arrêter de réacteurs avant 2029 (Fessenheim excepté) et de prolonger la durée de fonctionnement des centrales jusqu'à 50, voire 60 ans. Avec une telle annonce, l'entreprise nage dans un délire dangereux. Jusqu'à quand prétendra-t-elle dicter la politique énergétique française ?



Une prolongation irréaliste et irresponsable

En prétendant prolonger ses réacteurs jusqu'à 50 ans minimum, EDF s'assoit délibérément sur les prescriptions que l'ASN est censée édicter en 2021 pour une prolongation au-delà de 40 ans. Elle semble ignorer que certaines pièces cruciales et non remplaçables, comme la cuve et les enceintes de confinement, ont une durée de vie limitée qui plaide déjà en défaveur d'une prolongation à 40 ans. L'entreprise souhaite-t-elle accroître le risque d'accident qui pèse déjà sur les citoyens au seul motif de rentabiliser ses travaux ?

De plus, au vu de l'incapacité d'EDF à assurer ne serait-ce qu'une maintenance correcte de certains équipements essentiels (comme les diesels de secours), on peut légitimement s'interroger sur sa capacité à mener simultanément des travaux lourds et inédits en vue de cette prolongation sur un grand nombre de réacteurs ! Le « Grand carénage » qu'EDF prétend mettre en oeuvre s'est d'ailleurs déjà soldé par la chute d'un générateur de vapeur de 460 tonnes à la centrale de Paluel, censée inaugurer ces travaux titanesques. Et comment EDF justifie-t-elle donc le chiffre profondément

irréaliste de 46 milliards d'euros pour cette opération, alors même que la Cour des Comptes l'évaluait à près de 100 milliards ?

Un chantage grossier

Philippe Sasseigne justifie entre autres ce projet par une prétendue incompatibilité entre fermeture de réacteurs et baisse des émissions de gaz à effet de serre. Cette récupération de la cause climatique est aussi inacceptable que mensongère. Contrairement à ce que prétend EDF, la fermeture de réacteurs ne débouchera pas mécaniquement sur la construction de centrales au charbon, ni d'ailleurs sur un quelconque « retour à la bougie ». Depuis longtemps, plusieurs scénarios prouvent qu'il est possible de conjuguer action climatique et sortie du nucléaire, pour peu que des mesures décisives en faveur des économies d'énergie soient mises en oeuvre ([ce que montrent même les travaux de RTE](#)).

Au contraire, maintenir à tout prix le nucléaire, au prix d'investissements délirants, [constitue un verrou à la mise en place d'une vraie transition énergétique](#) passant par les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Qui dirige la politique énergétique ?

Encore une fois, EDF prétend imposer ses vues, alors même qu'un cadre avait été précédemment fixé par la loi de transition énergétique. N'en déplaise à Philippe Sasseigne, l'objectif d'une réduction de la part du nucléaire à 2025 reste inscrit dans la loi. La déclaration de Nicolas Hulot du 7 novembre 2017, effectuée suite à une lecture hâtive des scénarios proposés par RTE, ne l'a pas abrogé. Toutefois, en remettant en question cet horizon, le ministre a envoyé un signal déplorable qui ne pouvait qu'inciter EDF à poursuivre ses délires de plus belle.

Si Nicolas Hulot souhaite conserver quelque crédibilité que ce soit, il se doit de mettre fin à l'autocratie d'EDF et imposer à l'entreprise des fermetures effectives de réacteurs dans les années à venir. Toute concession se fera au détriment de la protection des citoyens contre le risque d'accident.

Contact presse :

Martial Chateau - 06 45 30 74 66

Chargée de communication :

Charlotte Mijeon - 06 64 66 01 23